



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

ED 1966/05

8 août 2005
Original : anglais

F

**Communication de OIC à l'Assemblée
générale de l'ONU
Sommet du Millénaire + 5 –
Examen des objectifs du Millénaire
pour le développement**

New York, 14-16 septembre 2005

Le Directeur exécutif présente ses compliments aux Membres et a l'honneur de joindre à la présente, à titre d'information, le texte de sa communication à l'Assemblée générale de l'ONU, Sommet du Millénaire + 5 – Examen des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Sommet se tiendra à New York du 14 au 16 septembre 2005.



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

Londres, le 14 juillet 2005

L'IMPACT DE LA CRISE DUE À LA FAIBLESSE DES PRIX DU CAFÉ

Néstor Osorio, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café (OIC)

**Communication à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies –
Sommet du Millénaire + 5 – Examen des objectifs du Millénaire pour le développement
New York, 14 – 16 septembre 2005**

La crise du café

1. Entre 1980 et 1989, le prix indicatif composé de l'OIC s'est établi en moyenne à 127,92 cents la livre et les recettes annuelles des exportations de café des pays producteurs ont été en moyenne de 10,2 milliards de dollars EU. Entre 2000 et 2004, le prix moyen est tombé à 54,33 cents et les recettes annuelles des exportations à 6,2 milliards de dollars EU. Au cours de ces dernières années, la baisse des prix des produits de base agricoles comme le café a contribué à l'augmentation de la pauvreté et a entravé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement comme l'a reconnu la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Louise Frechette, en novembre 2003 dans une déclaration à l'Assemblée générale où elle ajoutait que la chute des recettes des exportations de café avait également compromis l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

2. L'impact de la crise des prix du café sur la pauvreté, qui s'est fait sentir pendant près de 5 ans de 2000 à 2004 et ne s'est atténué que modestement, est étayé par de nombreux documents. Les preuves qui ont été fournies à l'OIC par les pays producteurs de café sont convaincantes. Dans de nombreux pays, la chute du revenu monétaire des exploitants agricoles se traduit par une réduction des ressources pour les dépenses de base comme la santé et l'éducation. En ce qui concerne ce dernier point, la privation d'école menace particulièrement les jeunes filles. Au Salvador, le Programme alimentaire mondial a dû distribuer des rations de survie à 10 000 familles de caféiculteurs. Le chômage a augmenté de façon considérable. De plus, dans de nombreuses régions, la crise a été à l'origine d'abandons d'exploitations, de mouvements de populations vers les zones urbaines et de migrations illégales. Les problèmes dus à la faiblesse des prix ont également favorisé la plantation de stupéfiants.

3. On ne saurait surestimer l'importance économique du café dans un grand nombre de pays producteurs faisant partie des pays les moins avancés (PMA). En 1999, avant les années de la crise, les exportations de café représentaient plus de 50% des recettes des exportations de quatre PMA d'Afrique, le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda. On a estimé que quelque 125 millions de personnes dans le monde étaient tributaires du café. Pour plusieurs

pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine où le café représente une part importante des exportations, on a estimé que les pertes de recettes du café ont été supérieures au total de l'aide reçue. Les graphiques en annexe illustrent l'évolution des prix du café au cours des 25 dernières années et l'évolution des recettes d'exportation et des prix bord-champ. La gravité de la chute des prix et des recettes pendant les années de crise, à savoir 2000 à 2004 est évidente. En outre, malgré le mouvement à la hausse des prix commencé à la fin de l'année 2004, le prix composé de l'OIC est toujours inférieur à la moyenne des années 80 et 90. Du point de vue de la réduction de la pauvreté, cette situation est inquiétante. Les prix ont baissé mais les recettes des pays et les revenus des caféiculteurs également.

Politiques visant à mettre en place des solutions durables

4. En cas de production non rentable d'un produit de base, la stratégie la plus évidente consiste à diversifier les cultures ou les activités pour augmenter les recettes. Bien que cela soit la solution économique la plus logique, je dois dire que dans nombreuses régions de caféiculture, il n'existe pas d'option réaliste de diversification. En raison des conditions écologiques, des infrastructures et des restrictions d'accès au marché pour d'autres cultures, il peut être très difficile d'identifier des solutions viables. De nombreuses idées ont été avancées pour améliorer la condition des caféiculteurs comme la diversification de la production, les progrès techniques et le renforcement des capacités des communautés de caféiculteurs. Néanmoins, j'estime que le véritable défi est d'élaborer des politiques et des mesures visant à éviter le retour du déséquilibre entre l'offre et la demande à l'origine de la crise. Eu égard à la persistance de l'importance économique du café et dans le cadre des mesures visant à atteindre les objectifs du Millénaire, j'estime qu'il s'agit d'un élément fondamental du développement durable. Il existe une considération supplémentaire : le caféier étant un arbuste à feuilles persistantes, il contribue au piégeage du carbone. En outre, il stabilise les sols et favorise la constitution de communautés sociales stables. En fait, dans la plupart des conditions de production, le café apporte une contribution positive à l'environnement.

5. La recherche de politiques visant à éviter un retour aux problèmes des années 2000 à 2004 doit intégrer le fait qu'en raison de la nature pérenne du caféier, un décalage de 3 à 4 ans entre sa plantation et la première cueillette est normal. Il semble également que les politiques de libéralisation du marché mises en œuvre au cours des 15 dernières années ont, dans de nombreux cas, accentué la dépendance de beaucoup de pays en développement à l'égard des produits de base, particulièrement dans la mesure où, comme évoqué précédemment, les options de diversification sont entravées par des difficultés d'accès aux marchés pour d'autres produits agricoles et industriels. Par conséquent, si une approche axée sur le marché est présentée comme le meilleur moyen de garantir une affectation optimale des ressources pour les produits de base, il faut faire preuve de cohérence et encourager la levée des mesures protectionnistes contraires aux lois du marché et employées par de trop nombreux pays, car elles entravent l'accès aux marchés et font obstacle aux options de diversification ouvertes aux caféiculteurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles une conclusion heureuse du cycle de Doha est si importante.

6. Il est maintenant impératif de garantir l'avenir du café en donnant la priorité à la question de la viabilité économique, c'est-à-dire en veillant à ce que la production du café ne se fasse pas à perte pour les caféiculteurs. Bien entendu, on peut argumenter qu'il faudrait concentrer la production dans quelques régions ou pays qui présentent de nets avantages

comparatifs mais, en dehors des énormes coûts sociaux d'une telle approche, il faudrait compter avec une importante chute potentielle de la qualité et de la variété qui pourrait constituer une menace potentiellement grave pour la durabilité de la consommation.

7. Par conséquent, il est prioritaire de mettre en œuvre des mesures favorisant l'équilibre du marché. En fait, de nombreux projets et initiatives spécifiques ne peuvent réussir que si l'équilibre du marché maintient les prix à des niveaux qui permettent d'absorber leur coût. Il faut répéter que la viabilité économique est vitale pour les caféiculteurs en raison de l'absence actuelle d'autres activités viables dans de nombreuses régions de caféiculture et des coûts sociaux associés au démantèlement de ce secteur.

8. Dans une communication au Sommet du G-8 à Gleneagles en juillet 2005, je remarquais que très peu de mesures axées sur le marché peuvent régler le problème de l'équilibre entre l'offre et la demande. En ce qui concerne l'offre, les mesures ci-après peuvent être prises :

- a) tirer les leçons de la crise du café pour sensibiliser les organes nationaux et internationaux aux dangers qu'il y a d'engager des projets ou des programmes qui augmenteront encore l'offre sans se soucier d'une croissance correspondante de la demande ;
- b) œuvrer pour augmenter les bénéfices des produits du café à valeur ajoutée comme le café haut de gamme ou le café biologique, plutôt que les exportations traditionnelles de café ordinaire ; et
- c) donner accès au financement pour une diversification de la production chaque fois que cela est possible, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire et l'approvisionnement du marché intérieur.

9. En œuvrant à établir un équilibre du marché, il est également essentiel de reconnaître la nécessité d'une mise en valeur du marché afin d'augmenter la demande tout en constatant que les projets bénéficiant à la chaîne d'approvisionnement devraient inclure des mesures entre le producteur et l'exportateur mais également entre le producteur et le consommateur, notamment :

- a) soutien au Programme d'amélioration de la qualité du café de l'OIC et aux autres projets sur la qualité afin de mieux faire apprécier le café et d'en augmenter la consommation ;
- b) mesures coordonnées par l'OIC visant à augmenter la consommation du café dans les pays producteurs de café, qui devraient avoir plusieurs effets positifs comme l'ouverture d'un nouveau créneau de marché, l'accroissement de la sensibilisation des producteurs aux préférences des consommateurs, la stimulation des petites et moyennes entreprises, etc. ainsi que l'augmentation de la demande ;
- c) mesures de l'OIC visant à mieux faire connaître et apprécier le café dans les marchés émergents importants comme la Chine, où (comme cela est généralement le cas dans les pays producteurs également) le secteur privé n'est pas assez puissant ou coordonné pour engager le type d'action nécessaire sans assistance ; et

- d) protection des niveaux de consommation dans les marchés traditionnels au moyen du maintien de la qualité, du développement de créneaux du marché et de la diffusion d'information positive et objective sur les bienfaits du café pour la santé.

10. Des programmes de mise en valeur du marché comme ceux évoqués précédemment sont acceptables par la plupart des éléments de la communauté du café, notamment le secteur privé qui a déjà travaillé avec succès avec l'OIC dans le passé. Il est temps que les institutions multilatérales de financement et les gouvernements bailleurs de fonds le reconnaissent. Dans les institutions multilatérales et nationales, des sommes importantes sont réservées pour des projets de mise en valeur, mais rien n'est actuellement prévu pour le type d'initiatives du secteur du café évoqué ci-dessus. Il est temps que cela change. Si la gestion directe de l'offre n'est pas possible et que la diversification est difficile, des actions en faveur de la mise en valeur du marché et de l'amélioration de la qualité sont généralement acceptables, et des mesures visant à affecter des fonds à de tels projets doivent être prises sans tarder. Dans une optique différente, toute augmentation future de la production ne devrait être générée que par une augmentation correspondante de la demande.

11. Cette question met en valeur le nouveau rôle des organismes internationaux de produits comme l'OIC dans le contexte d'un véritable partenariat entre pays développés et pays en développement, dans la mesure où ces organismes sont des instances uniques où toutes les parties prenantes sont représentées de façon équitable et où les besoins et priorités des principaux intervenants peuvent être pleinement représentés. L'OIC a prouvé qu'elle était un instrument efficace pour canaliser les ressources vers des projets liés à des domaines comme la valeur ajoutée, l'amélioration de la qualité et la diffusion des progrès technologiques. Notre méthode de recherche d'un équilibre durable du marché ne consiste pas à intervenir sur le marché mais à agir sur les variables qui le déterminent. J'appelle donc les participants à ce Sommet à prendre note des effets sur le développement des orientations actuelles du commerce des produits de base et à examiner attentivement les idées énoncées ci-dessus. L'OIC est prête à mobiliser tous les soutiens possibles à cet effet.

